

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/1205

17 octobre 2012

(12-5646)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE ET AUTRES ACTIVITÉS LIÉES AUX MESURES SPS ORGANISÉES RÉCEMMENT OU PROCHAINEMENT PAR LE CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL (ITC) (JUILLET-SEPTEMBRE 2012)

La communication ci-après, reçue le 15 octobre 2012, est distribuée à la demande de l'ITC.

I. PROJETS

A. CADRE INTÉGRÉ RENFORCÉ (CIR) – COMPÉTITIVITÉ DES SECTEURS ET DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS EN GAMBIE (2012-2015)

1. Le volet du projet relatif à l'amélioration de la qualité du projet a démarré en août 2012 avec l'élaboration du cadre pour l'assurance de la qualité de la noix de cajou et du sésame. Globalement ce volet **portera sur la sécurité sanitaire et la qualité des produits alimentaires et visera les obstacles techniques** qui entravent l'accès aux marchés des exportations gambiennes d'arachides, de noix de cajou et de sésame grâce à la mise en œuvre, entre autres, des activités suivantes:

- a) la mise à niveau des capacités d'essai en laboratoire de l'Institut national de recherche agricole (NARI) et la reconnaissance de cet institut au niveau international (aflatoxines);
- b) l'élaboration de normes applicables aux arachides, aux noix de cajou et au sésame;
- c) une offre de formation et la fourniture d'outils en vue d'améliorer le triage des arachides en fonction de leur qualité par des inspecteurs chargés du contrôle de la qualité;
- d) le renforcement de la sécurité sanitaire des arachides grâce à la mise en œuvre du système HACCP¹ et à la mise en place de conditions préalables comme les BPA² et les BPF³;
- e) l'élaboration d'un cadre pour l'assurance de la qualité de la noix de cajou et du sésame;

¹ Analyse des risques et maîtrise des points critiques.

² Bonnes pratiques agricoles.

³ Bonnes pratiques de fabrication.

- f) le renforcement des capacités dont disposent les agriculteurs pour cultiver des arachides, des noix de cajou et du sésame de meilleure qualité et l'amélioration de la productivité grâce aux écoles paysannes de terrain.

B. FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE DES PAYS-BAS (NTF II) – SÉNÉGAL

2. Ce projet, financé par les Pays-Bas, a pour objectif de mettre en place une chaîne de valeur compétitive et durable pour les exportations vers l'Europe des mangues en provenance de la région des Niayes (Sénégal).

3. Dans le cadre de ce projet, les travaux de l'ITC consacrés à la qualité aident les exportateurs de mangues à accéder au marché de l'UE et à améliorer leur compétitivité (janvier 2012-mars 2013).

4. Principales interventions menées par l'ITC avec le concours de l'ASEPEX et d'autres institutions d'appui au commerce:

- a) Trois entreprises et deux groupes d'agriculteurs ont fait l'objet d'une analyse diagnostique et reçoivent une aide pour la mise en œuvre des programmes pertinents (juin 2012-mars 2013). En août 2012, deux entreprises ont reçu la certification de GlobalGAP, organisme de certification de renommée internationale.
- b) Un programme de cours de formation et de communication de courte durée a été mis en place tout au long de la chaîne d'approvisionnement en juillet-août 2012:
- Quatre sessions de formation pour aider les producteurs à prévenir et à traiter les infestations de mouches des fruits et à mettre en œuvre de bonnes pratiques agricoles (101 personnes formées);
 - Cinq animations pédagogiques pour la prévention et le traitement des infestations de mouches des fruits (131 personnes formées);
 - Deux sessions pour aider les exportateurs à se familiariser avec les bonnes pratiques de la chaîne du froid (78 personnes formées).
- c) Afin de s'assurer de la conformité sanitaire des mangues avec la réglementation de l'UE relative aux limites maximales de résidus (LMR), une série d'analyses des résidus de pesticides a été effectuée par un laboratoire accrédité sur le plan international. Tous les échantillons ont été trouvés conformes aux prescriptions de l'UE concernant les LMR.

5. Une journée nationale de la mangue a été organisée à Dakar le 4 octobre 2012 pour faire le bilan de la campagne et des résultats du NTF II, planifier les prochaines mesures et formuler des recommandations sur la stratégie de lutte contre les infestations de mouches des fruits.

C. STDF/PG/172: "AUGMENTATION DES EXPORTATIONS DE GRAINES DE SÉSAME ET DE NOIX/BEURRE DE KARITÉ GRÂCE AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS SPS DANS LE SECTEUR PRIVÉ ET LE SECTEUR PUBLIC"

6. Le Conseil nigérian de promotion des exportations (NEPC) est l'organisme chargé de la mise en œuvre du projet 172 du STDF, sous la supervision de l'ITC. Lors de la dernière réunion du Groupe de travail STDF une prolongation de la durée du projet (qui prendrait fin en mars 2013 plutôt qu'en octobre 2012) a été approuvée pour tenir compte du retard accumulé dans l'achèvement, des locaux et abris nécessaires dans les États sélectionnés pour installer/entreposer les machines ainsi que dans la

livraison et l'utilisation des machines. Ces derniers mois, des progrès ont été faits en ce qui concerne la mise au point de la documentation: caractérisation des deux chaînes de valeur; élaboration d'un modèle prédictif simple pour la réduction des aflatoxines; mise à jour des manuels sur la sécurité sanitaire et la qualité des produits et des matériels de formation. Le NEPC a déployé d'importants efforts pour que les États mobilisent des fonds et avancent dans la construction des sites sur la base du modèle financé par le NEPC, ainsi que pour assurer la livraison de sept ensembles de machines. Un financement supplémentaire est demandé au Groupe de travail du STDF pour mener à bien certaines activités, insuffisamment budgétisées ou non prévues dans le projet initial, comme la réalisation de contrôles réguliers en laboratoire, l'apport d'une aide appropriée par le consultant international et la contribution à la construction des abris.

7. La troisième mission de contrôle de l'ITC aura lieu à l'occasion de la mission du Consultant international (si elle est financée), une fois que quatre sites auront été achevés pour la mise en œuvre du système HACCP et la formation de formateurs au système HACCP en novembre 2012.

D. UNION DOUANIÈRE (BÉLARUS, KAZAKHSTAN ET RUSSIE)

8. Un manuel sur les conditions d'accès au marché de l'UE pour les exportateurs de pâtes alimentaires et de farine de l'Union douanière et une étude sur la qualité et les infrastructures SPS favorisant les exportations de farine et de pâtes alimentaires du Bélarus, du Kazakhstan et de la Russie vers l'Union européenne sont en cours d'élaboration dans le cadre du projet "Développement des échanges régionaux de la CEI".

9. L'ITC prévoit d'organiser une table ronde au Bélarus, au Kazakhstan et en Russie en octobre-novembre 2012 pour présenter ses conclusions et mettre la dernière main au manuel et à l'étude.

E. PÉROU – ACCROISSEMENT DES EXPORTATIONS DANS LE CORRIDOR SEPTENTRIONAL DU PÉROU⁴

10. Le volet du projet relatif à la gestion de la qualité des exportations a pour objectif de renforcer la capacité des institutions liées au commerce dans la zone côtière du Pérou à mettre en œuvre leurs programmes visant à accroître la compétitivité des petites entreprises par le respect des prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire des produits alimentaires sur les marchés internationaux, et à consolider et augmenter leurs exportations. Le projet (avril 2012-mars 2013) a pour objet de renforcer les compétences de dix formateurs/conseillers qui ont été sélectionnés pour aider dix petites et moyennes entreprises de Chiclayo et de Piura à comprendre et à mettre en œuvre les systèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires fondés sur le système HACCP; il s'appuie sur la méthode des formateurs/conseillers et le module de formation connexe mis au point par l'ITC. Le consultant national a accompli une deuxième mission en août 2012, menant les activités ci-après:

- visites de suivi aux entreprises, en vue de surveiller la mise en œuvre de la feuille de route relative au système HACCP et la manière d'élaborer les documents relatifs au système HACCP, août 2012;
- atelier de deux jours sur l'Analyse des risques et la détermination des points critiques pour leur maîtrise, à Piura, 20-21 août 2012;
- atelier d'une journée sur les principes et méthodes de formation à l'intention des formateurs/conseillers, à Piura, le 22 août 2012.

⁴ Ce projet est financé par le centre de prestations Coopération et Développement économiques du Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO).

La prochaine mission du consultant national, prévue en novembre 2012, consistera à poursuivre la formation pratique sur la mise en œuvre du système HACCP, à l'intention des formateurs/conseillers et des entreprises.

II. AUTRES PROJETS DE L'ITC PRÉSENTANT UN INTÉRÊT PARTICULIER

A. PROJET SUR LES MESURES NON-TARIFAIRES

1. Projet sur les mesures non-tarifaires

11. En septembre 2012, l'ITC a lancé une nouvelle enquête sur les mesures non-tarifaires en Indonésie, qui sera l'une des plus grandes enquêtes sur les mesures non-tarifaires jamais réalisées puisque 1 300 entreprises devraient être interviewées dans le pays. À ce jour, 23 enquêtes sur les mesures non-tarifaires ont été lancées dans le monde. Deux nouvelles demandes officielles émanant des gouvernements de la Thaïlande et de la Papouasie-Nouvelle Guinée ont été reçues en octobre en vue de la réalisation par l'ITC d'enquêtes sur les mesures non-tarifaires. En attendant, les projets de rapport sur les mesures non-tarifaires concernant Madagascar et le Malawi sont presque terminés. Il a été convenu avec les autorités locales malgaches qu'une réunion des parties prenantes au niveau national se tiendrait le 31 octobre pour examiner les résultats de l'enquête. Les résultats de l'enquête de l'ITC sur les mesures non tarifaires au Malawi seront présentés et examinés au cours de l'atelier réunissant les parties prenantes qui aura lieu le 11 octobre à Lilongwe.

12. Le rapport sur les mesures non-tarifaires au Pérou a été publié et est à présent librement accessible à l'adresse suivante: <http://www.intracen.org/perou-perspectives-des-entreprises-serie-sur-les-mesures-non-tarifaires>. Un autre atelier national sur les mesures non-tarifaires s'est déroulé en juillet au Rwanda, où le rapport national sur les mesures non-tarifaires a été validé par les autorités locales. Des observations formulées lors de l'atelier et des réunions à Kigali doivent être intégrées dans le rapport final avant sa publication et sa diffusion sur le site Web de l'ITC.

13. La Chambre du commerce et de l'industrie de Sri Lanka a élaboré un projet STDF sur la base de quelques conclusions décisives de l'enquête menée par l'ITC sur les mesures non-tarifaires auxquelles doivent faire face les exportateurs sri lankais. L'enquête a révélé que, dans la majorité des cas signalés, les mesures non tarifaires qui portaient préjudice aux entreprises agricoles de Sri Lanka étaient des règlements techniques (SPS et OTC) et des évaluations de la conformité s'y rapportant. Le financement de ce projet a été approuvé par le Groupe de travail STDF et le projet démarrera dès que le cadre d'application aura été finalisé par le STDF/ITC et la CCC.

14. Pour en savoir plus au sujet des projets sur les mesures non-tarifaires, veuillez contacter Mme Poonam Mohun, ITC, Analyste de marché dans le domaine des mesures non-tarifaires, Recherche et analyse de marchés, Tél.: +41 22 730 02 77 – Fax: +41 22 730 05 77 – Courriel: mohun@intracen.org.

B. LE COMMERCE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (T4SD)

15. Le site Standards Map de l'ITC permet aux utilisateurs de comparer les normes privées en ce qui concerne, par exemple, les critères sociaux, environnementaux et économiques, le champ d'application géographique et le champ d'application lié aux produits, les politiques relatives à la conformité et les prescriptions en matière de mise en œuvre. Bien que le respect de ces normes ne soit pas juridiquement prescrit par les gouvernements ou les règlements, il pourrait aboutir à l'adoption de pratiques sociales et environnementales plus durables et à une amélioration de la compétitivité des exportateurs.

16. En juin 2012, Standards Map couvrait 75 normes privées élaborées par des organisations non-gouvernementales, des entreprises, des groupements multipartites et d'autres entités du secteur privé. Parmi les nouvelles normes publiées sur ce site figurent: Worldwide Responsible Accreditation Production (WRAP), Verified Carbon Standard et Union for Ethical BioTrade (UEBT). L'équipe étudie dix autres normes, qui seront publiées sur le site Web d'ici à la fin octobre 2012, notamment: Global Reporting Initiative (GRI), Global Social Compliance Programme (GSCP) et l'Eco-label européen. L'équipe T4SD a également publié plusieurs documents au cours des derniers mois, dont une série concernant les incidences des normes privées sur les chaînes de valeur mondiales (partie 1) ainsi que sur les producteurs (partie 2) et l'interaction entre les normes publiques et les normes privées (partie 3). Les trois documents peuvent être consultés à l'adresse suivante: <http://www.standardstmap.org/>.

17. L'équipe élabore également, en collaboration avec la plate-forme de l'Initiative pour une agriculture durable (SAI), l'Initiative néerlandaise pour un commerce durable (IDH) et la plate-forme pour la gestion durable des entreprises d'IMD, un guide sur l'approvisionnement durable à l'intention des entreprises. Cet ouvrage exposera les principales questions que les sociétés doivent prendre en considération lorsqu'elles planifient et mettent en œuvre une stratégie d'approvisionnement durable, l'accent étant mis en particulier sur le développement d'une chaîne d'approvisionnement durable. Le guide, qui contiendra des exemples des principaux problèmes rencontrés par les entreprises en matière de création de chaînes d'approvisionnement durable, indiquera une série de mesures concrètes et de réponses stratégiques en vue d'aider les entreprises à faire face aux problèmes relatifs à la viabilité de la chaîne d'approvisionnement. Sa publication finale est prévue pour décembre 2012.

18. L'équipe espère que, d'ici à la fin de 2012, 110 normes environ seront publiées dans leur intégralité sur le site Web.

19. Si vous êtes intéressé par une présentation du site Web en direct ou par un séminaire en ligne, veuillez vous adresser à Joseph Wozniak, Directeur du programme (wozniak@intracen.org).

III. AUTRES INTERVENTIONS DE L'ITC PRÉSENTANT UN INTÉRÊT PARTICULIER

A. COURS AVANCÉ DE L'OMC SUR L'ACCORD SPS (8-26 OCTOBRE)

20. L'ITC a accueilli deux sessions de formation le 10 octobre, l'une sur le STDF, présentée par un représentant du STDF, l'autre sur l'assistance technique dans le domaine SPS offerte par l'ITC (Représentant de l'ITC).

B. WEDF 2012: RELIER LA CROISSANCE DU MARCHÉ: NOUVELLE DYNAMIQUE DANS LE COMMERCE MONDIAL

21. Le Forum mondial pour le développement des exportations (WEDF), la manifestation phare de l'ITC, sera axée cette année sur la possibilité de relier certains marchés offrant un potentiel de croissance à travers des échanges inter-régionaux entre la région de l'ASEAN, l'Amérique latine et l'Afrique, et les chances que ce processus contribue à un développement global durable induit par les échanges. Cette manifestation est accueillie par le gouvernement de la République d'Indonésie et se déroulera à Djakarta du 15 au 17 octobre 2012.

22. Pour en savoir plus sur ces questions et sur le programme, voir le site <http://www.intracen.org/trade-support/wedf>.

Pour de plus amples renseignements:

Ludovica Ghizzoni, Conseillère en gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Tél.: +41 22 730 06 38 – Fax: +41 22 730 05 76 – Courriel: ghizzoni@intracen.org

Khemraj Ramful, Conseiller principal en gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Tél.: +41 22 730 04 87 – Fax: +41 22 730 05 76 – Courriel: ramful@intracen.org

Site Web: <http://www.intracen.org/exporters/quality-management/>

Courriel: quality@intracen.org
